

Investissements étrangers dans la Pêche: Opportunités et Défis pour les Pays de l'Afrique de l'Ouest

**Par Dr Ahmed Mahmoud CHERIF
Pechecops, Mauritanie**

Importantes richesses halieutiques, faibles retombées locales.

- Captures importantes, valeur marchande élevée
- Faible développement des activités à forte VA locale
- Contribution au PIB trop faible comparée à la part dans le CA export total (6% contre 35-40% en Mauritanie)
- Peu d'emplois générés dans certains pays(30 000 en Mauritanie, contre 600000 au Sénégal)

Un retard du développement du secteur qui prend ses racines dans l'histoire.

- Secteur longtemps accaparé par les flottilles de pêche lointaine sous le régime du libre accès
- Un développement qui ne démarre qu'après les indépendances (Années 1960)
- Un démarrage tardif du développement de l'industrie nationale des pêches (Années 1970-1980)

Modèle de développement inadapté

- Flottes industrielles coûteuses, inadaptées au contexte local,
- Implication excessive de l'Etat dans les entreprises de pêche
- L'échec de ce modèle de développement a contribué aux déséquilibres macro économiques à l'origine des programmes d'ajustement structurel(PAS) des années 1980 et aux documents cadres de réduction de la pauvreté actuels , accentuant les besoins en devises (Exportations, redevances accords de pêche)

Investissements étrangers dans le secteur pêche d'AO

- Prévalence des sociétés mixtes d'armement,
- Produits à forte valeur ajoutée peu développés
- Maintien du système de licences libres pour les navires étrangers

Sociétés mixtes subventionnées par UE

- Subventions transferts navires vers ACP, avec comme objectifs: réduction surcapacités européennes, approvisionnement marché européen en produits de la pêche, maintien emplois UE
- Résultats:
 - 152 sociétés mixtes, 241 navires industriels, dont:
 - Pays CRSP: 48 sociétés, 67 navires
 - 140 000 tonnes/an de poisson pour l'UE
 - + 81% VA créée par ces navires vont à l'UE
 - Constat de surexploitation des stocks dans les pays ACP, arrêt de la subvention depuis 2004
- Mais les nouveaux APP (2004) rouvrent la possibilité de subvention, «dans un cadre de développement durable »?

Bilan modèles investissements mis en oeuvre

- Accent mis sur le développement des capacités de pêche industrielle avec pour résultats:
 - Surcapacités de pêche
 - Surexploitation des stocks
 - Faillites de nombreuses entreprises de pêche
 - Pas de développement d'industries créatrices de Valeur Ajoutée locale
 - Hormis les pays où la PAC est développée (Sénégal Ghana), proportion des prises réalisées par flottilles nationales faible par rapport aux captures totales
 - Marché local déficitaire en produits de la pêche

Pourquoi des investissements étrangers sont indispensables pour développer le secteur pêche d'A.O.

- Nécessité de réaliser des investissements importants pour assurer une bonne gouvernance du secteur, développer les activités à forte VA et accroître part flottille nationale et les débarquements,
- Investissements coûteux, hors de portée des pays d'A.O qui sont des PMA ou même des PPTE
- Participations étrangères souhaitables: capitaux, technologie, marchés

Obstacles à l'investissement étranger

- Instabilité politique ;
- Perte de contrôle de l'entreprise dans les pays où une participation majoritaire locale est exigée
- Insécurité juridique (lenteur et manque d'indépendance de la justice),
- Manque de visibilité sur l'avenir de la ressource en raison d'un système d'aménagement déficient.
- Coût élevé de la commercialisation du poisson (taxes et frais d'approche)
- Prix excessif du combustible
- Infrastructures portuaires et sociétés de service aux navires déficientes.
- Craintes fermeture du marché UE aux produits du pays exportateur pour cause de normes sanitaires.
- Manque de main d'œuvre embarquée qualifiée

Des ébauches de solution

- Instabilité politique et insécurité juridique: Instauration dans plusieurs pays d'une démocratie basée sur élections libres et transparentes,
- Normes sanitaires, traçabilité: efforts importants avec appuis extérieurs (UE, AFD)
- Surexploitation stocks: mesures ajustement des capacités en cours (plans d'aménagement), nouveaux APP/APE avec UE basés sur principes de la durabilité

Des investissements respectueux des principes de précaution sur le développement durable

- Par exemple principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales actives dans les Etats tiers:
 - Conformité avec les objectifs des politiques menées par le pays d'accueil
 - Transparence et publication d'informations
 - Respect de l'Environnement
 - Lutte contre a corruption
 - Acquitter la fiscalité prévue dans le pays
- Code de conduite pour une pêche responsable FAO etc.